

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0, 50 F.

SAMEDI 26 NOVEMBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,30 F.

EDITORIAL DECLARATION SUR LES "D.O.M."

Giscard cherche des
votes en faveur de
sa majorité

Giscard continue son offensive "tous azimuts" : après les jeunes, après les femmes seules, après le "troisième âge", voilà qu'il choisit pour cible les départements d'outre-mer, entre deux déjeuners avec des lycéens.

Nous avons eu droit à une grande déclaration, à l'issue d'un conseil des ministres consacré aux D.O.M. Les belles phrases et les promesses n'y manquent pas : extension aux D.O.M. de l'allocation-logement (avec des "modalités d'adaptation"...); action en faveur des travailleurs indépendants, des femmes enceintes, des travailleurs licenciés ; aménagement des tarifs aériens, libéralisation des vols de charters : voilà pour la population. Pour aider au développement économique "souhaité par la jeunesse", on prolongera jusqu'en 1980 les "aides fiscales et financières en faveur des investissements". Comme on le voit, c'est sous la forme de soutien aux capitalistes que se réalisent concrètement les souhaits de la "jeunesse" (s'agirait-il de la jeune chambre économique?) Giscard continue à l'adresse des fabricants de rhum : celui-ci retrouvera la "fiscalité souhaitée".

Enfin, après la relative agitation autour du mot d'ordre d'autonomie, notre homme tend une carotte au Conseil Général : celui-ci gèrera 50 % du FIDOM (Fonds d'investissement des DOM), ses délibérations à propos des fonds obtenus par l'octroi de mer seront exécutées dans les trois mois. Enfin, geste suprême : on permettra au Conseil Général de faire, non des lois (quand même!) mais des propositions pour les modalités d'adaptation des lois françaises aux D.O.M.

On le voit, si toutes ces propositions prennent une forme concrète pour les capitalistes, cela ne saurait en rien changer le sort des travailleurs et des chômeurs antillais. Mais tel n'est évidemment pas le but de Giscard : ces déclarations ont un caractère purement électoral. Il s'agit en effet de rallier autour de lui le maximum de personnes avant mars 78. Car alors chaque voix comptera ; et les D.O.M., en 1967, ont montré qu'ils pouvaient être déterminants pour obtenir une majorité parlementaire.

GUADELOUPE

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

SI LES PATRONS SONT INCAPABLES DE RENOUVELER LEUR PROGRAMME, LES OUVRIERS DOIVENT
SE BATTRE POUR IMPOSER LE LEUR !

Un nouveau danger menace le secteur du bâtiment et des travaux publics. Il ne s'agit plus cette fois de conflits dus à la non satisfaction des revendications salariales, comme ce fut le cas tout au long de l'année 77, c'est maintenant la question du renouvellement des programmes en cours qui suscite les inquiétudes patronales mais aussi chez une partie des travailleurs de ce secteur.

C'est bien là une des aberrations de ce système qui fait que les sociétés de construction en soient à se demander ce qu'elles vont bien pouvoir construire dans un pays où à l'évidence, il y a tant à faire.

Les constructions scolaires, par exemple, sont soit insuffisantes, soit dans un état lamentable, ou bien encore édifiées en dépit du bon sens.

Le S.N.I. PEGC vient d'adresser une lettre ouverte à tous les maires dans laquelle ce syndicat d'enseignants rappelle que le nombre d'écoles maternelles qui serait nécessaire en Guadeloupe, compte tenu de la population, est de 170, il n'y en a en réalité que 50.

Il y a quelques jours de celà, une classe préparatoire de l'école normale d'application a été inondée et les enfants ont dû se réfugier sous un préau.

Et l'on pourrait multiplier les exemples du même genre.

A Saint-Martin par manque de crèche un gamin s'est noyé récemment, parce que sa mère, femme travailleuse, avait dû le laisser sans surveillance. Ce fait à lui seul suffit à montrer que notre société capitaliste et coloniale est une société criminelle.

Et on pourrait encore citer Petit-Bourg qui en cette saison de pluies que nous traversons se retrouve régulièrement envahi par la mer, et ainsi de suite.

Alors si les patrons ne savent plus quoi faire, les ouvriers du bâtiment comme tous les pauvres de ce pays savent bien que ce n'est pas le travail qui manque en réalité. Et si cela s'avère nécessaire, ils sauront entrer de nouveau en lutte contre les patrons du bâtiment et leur Etat, pour défendre les emplois existants et pour en créer d'autres.

MARTINIQUE

EXCLUSION AU PPM

une façon de prendre position contre
l'indépendance

Le Progressiste du 23 novembre nous annonce l'exclusion d'un de ses membres Victor Gêril, parce qu'il défend les idées du F.N.A.L.I.M.A. (Front national de libération de la Martinique) l'organisation d'Agasta et de Cabort-Masson.

Le fait que le PPM rende l'affaire publique tient à la personnalité de l'exclu : Gêril était président de baltisier au PPM, membre dirigeant de la CSTM et secrétaire général des employés municipaux CSTM. Tout cela indique assez largement l'importance que le PPM attache à cette exclusion. Par là, le PPM lève définitivement les ambiguïtés sur sa politique.

Il y a 5 ans, on pouvait croire le PPM tenté par le mot d'indépendance. Il y a quelques mois encore, le PPM refu-

sait d'attaquer les indépendantistes. Maintenant ce temps-là est révolu. Le PPM se veut fortement autonomiste, les élections approchant. Cela explique les attaques continuelles des dirigeants du PPM contre l'indépendance.

Cela explique aussi l'exclusion de Gêril.

ACHETEZ, LISEZ COMBAT OUVRIER

J. BIBRAC

Directeur de publication : M.E. ZUZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
3^e supplément au mensuel N° 81

MARTINIQUE

Sommet des ministres européens de l'agriculture : du bavardage

Arrivés jeudi soir, pour s'envoler dès samedi après-midi en direction de la Guadeloupe, les ministres européens de l'agriculture n'auront guère eu le temps, même s'ils en avaient eu l'intention ou le souci, de se pencher sur les problèmes agricoles de la Martinique. En effet, entre les réceptions, les cocktails, les dîners d'honneur et les dîners officiels, il ne reste à ces messieurs qu'une toute petite matinée de l'horaire prévu pour travailler en commun à l'hôtel Méridien. A moins que cet entretien baptisé "séance de travail" se tienne au bord de la piscine de l'hôtel entre deux punchs, ce qui après tout ne nous étonnerait guère. Car ce genre de colloque au sommet d'importantes personnalités politiques, on sait ce que cela veut dire aux Antilles. Une opération publicitaire de plus. Autrement dit, malgré tout le bruit qui est fait, du bluff, du vent.

MARTINIQUE

TOUS AU GALA de COMBAT OUVRIER

Ce sera l'occasion pour tous nos sympathisants, nos lecteurs de passer une soirée sympathique et gaie en présence de nos camarades. Ce sera aussi pour eux l'occasion de manifester leur soutien aux idées révolutionnaires que nous défendons régulièrement dans notre presse, dans les entreprises.

Ce soir-là, de très nombreux artistes seront parmi nous : FAL-FRET, MARIE-JC PRAJET, PACO CHARLERY, FELIX CLARION et CHICO, DJO DESORMO et CHINN'PETE, MARSE et le groupe PALAVIRE, GERMANY à l'accordeon, ERIC VIRGAL, GUY METHALIE, DUVERGER, conteur, TI-RAOUL GRIVALLIER, folklore, GROUPE EXPERIMENTAL de Rivière-Pilote.

On dansera avec LEON SAINTE-ROSE.

Vous serez intéressés par la présentation d'un stand de livres et vous pourrez vous informer sur notre politique et nos activités en consultant des panneaux.

Pour le :

GALA COMBAT OUVRIER
2 DECEMBRE 19 HEURES
TERPSYCHORA (MARTINIQUE)

VENEZ NOMBREUX

RECLAMEZ DES MAINTENANT VOS CARTES A
NOS CAMARADES.

EXPOSITION DE PEINTURE HATTIENNE :

Au Parc Floral, jusqu'au 10 décembre.

INTERESSANT ! Il faut y aller !

France

RENAULT-BILLANCOURT AU DÉPARTEMENT 38

LA GRÈVE SE DURCIT

Le mouvement de grève qui a commencé depuis la fin du mois de septembre au département 38 continue et même se durcit.

Le point de départ de cette grève fut l'annonce faite par la direction de son intention de restructurer le service de la manutention du département 38, service auquel sont rattachés une centaine de caristes, travailleurs immigrés. Mais après cinq semaines de grève, les caristes ont repris le travail, ayant obtenu que les heures perdues leur soient payées à 30% et l'importante prime du mois de décembre à 85%. Les 800 ouvriers de ce même dépar-

tement que la direction avait lock-outés entre-temps refusent de reprendre le travail, jugeant les propositions de la direction insuffisantes. Celle-ci propose que les heures perdues soient payées à 50% et les primes de décembre versées normalement. Devant l'intransigeance de la direction, les ouvriers ont durci leur mouvement en séquestrant pendant quelques heures le PDG de Renault. Ils ont été soutenus dans leur action par la CGT. Les travailleurs du département 38 sont déterminés, ils ont donc toutes les chances de faire reculer la direction.

UNIVERSITÉ ANTILLES-GUYANE

ETUDIANTS ET ENSEIGNANTS FONT RECULER LE GOUVERNEMENT

La délégation du CUAG qui s'était rendue en France la semaine dernière pour des négociations avec le Secrétariat aux Universités, est revenue au début de cette semaine.

Certaines revendications sont satisfaites :

- L'UER de Lettres et de Sciences Humaines obtient ses 1800 heures complémentaires d'enseignement.
- L'UER de Droit et de Sciences Economiques reçoit de nouvelles dotations en postes d'enseignement.
- Le Secrétariat aux Universités accepte de financer 30.000.000 (AF) sur les

40.000.000 de déficit du CUAG, les 10 millions restants seront amortis sur plusieurs années par le centre lui-même. En outre, le Secrétariat prend désormais à sa charge tous les frais de transport des enseignants à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Académie, tous frais qui jusqu'alors relevaient des services financiers du CUAG.

C'est une victoire que les étudiants et les enseignants viennent de remporter sur le gouvernement.

Cette victoire, ils l'ont obtenue grâce à leur mobilisation et à leur détermination à se battre.

DOUMENGE ET A.SAUNIER-SÉITÉ S'EN PRENNENT À L'UER-SCIENCES

Seul point noir des négociations à propos du CUAG : l'UER de Sciences Exactes et Naturelles de Fouillole.

En effet, le Secrétariat aux Universités a purement et simplement refusé d'accorder à cette UER les crédits de fonctionnement dont elle a besoin.

Mieux, il lui propose de supprimer dès cette rentrée deux options sur quatre qui existent. Saunier-Séité voudrait supprimer l'UER Sciences qu'elle ne s'y prendrait pas autrement. Il semble que ce serait bien là le projet que Doumenge et elle nourrissent depuis fort longtemps. Le bruit court même qu'ils auraient l'intention de remplacer l'UER par un vaste centre de recherches, et donc d'envoyer les quelque 250 étudiants en France.

Qu'il faille développer la recherche dans les Antilles, cela se conçoit, et est même souhaitable. Cependant il n'y a aucune raison que cela se fasse au détriment des étudiants. La seule façon pour eux et leurs enseignants de faire échec à ce projet, c'est qu'ils continuent leur lutte.

MARTINIQUE

Le rêve de CARIB-HEBDO

Carib-Hebdo, c'est ce journal qui, paru il y a un an, défend le statut colonial et est le porte-parole des partrons.

Mais dans son numéro 49, le torchon colonialiste qu'est Carib-Hebdo ne sait pas retenir sa hargne anti-ouvrière. Parlant de l'installation des Hmongs, ces familles laotiennes chassées de leur pays et placées en Guyane par le colonialisme français, il laisse éclater sa joie : "sans rechigner une minute, sans discussion de salaire, sans grève préalable, les voilà au travail... Sans école pour leurs enfants et sans maison de syndicat pour les réunions syndicales, les voilà au travail..."

Voilà donc le rêve des bourgeois, dont Carib-Hebdo n'est que le roquet hargneux. Ah! vivement que disparaissent de la Martinique : syndicats, écoles, grèves ! L'exploitation sera encore plus facile et tout sera dans le meilleur des mondes possible pour les plumitifs de Carib-Hebdo et ceux qu'ils servent.